

POLITIQUE DES REVENUS ET INDÉPENDANCE SYNDICALE...

Grève générale ou grève nationale ?

Il serait intéressant d'examiner de près pourquoi la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. ont appelé à une «*journée nationale de grève*», en recommandant une durée de 24 heures, au lieu d'appeler à une «*grève générale de 24 heures*».

«*Grève nationale*» ou «*grève générale de la classe ouvrière*»? Quand il s'agit pour le P.C.F. d'appliquer la stratégie dite de «*l'Union du peuple de France*», il ne s'agit pas d'une simple querelle de mots.

Les dirigeants du P.C.F. multiplient les appels à l'«*union populaire*». A quand «*l'union nationale*»? Bien évidemment, dans l'extraordinaire déploiement de moyens mis en place par l'appareil du P.C.F., pour dévoyer l'indispensable action de la classe ouvrière, l'utilisation de la courroie de transmission qui n'a plus de C.G.T. que le nom, est poussée au maximum. C'est sans doute (à ma connaissance) l'U.D. C.G.T. de la Gironde qui a été le plus loin dans la précision quant aux couches sociales qu'elle entend rassembler. Sous prétexte d'organiser un «*grand rassemblement populaire*», pour «*sauver l'économie régionale*», l'U.D. C.G.T. s'adresse, dans un appel diffusé à 100.000 exemplaires à «*tous les travailleurs, manuels et intellectuels, les retraités, les étudiants, les élèves des C.E.T., les ménagères, les commerçants, les artisans, les agriculteurs, les membres des professions libérales, les Organisations Syndicales, professionnelles, politiques, familiales, religieuses, philosophiques, culturelles...*».

Face à cette formulation que ne désavouerait pas Chirac et les gaullistes en mal de «*Rassemblement du Peuple Français*», nous en restons, nous, à l'Union de classe.

Indépendance syndicale...

Pour s'opposer à l'exploitation capitaliste et étatique, pour la conquête de toujours plus de bien-être et de liberté, la classe ouvrière a patiemment mis en place ses propres organisations, les syndicats, qui ont pour charge la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Nous sommes des partisans résolus de l'indépendance du syndicat par rapport à tout état, parti, gouvernement, église, comme à l'égard du patronat. La force du syndicat, son efficacité, résident dans sa vocation à regrouper tous les travailleurs. C'est pourquoi nous combattons - et combattons - toutes tentatives d'inféoder le syndicalisme à un parti politique, à un contrat de législature, à un programme de gouvernement, car ce serait mettre le syndicat, instrument de lutte pour la défense d'intérêts de classe, à la remorque de l'état.

Mais il ne suffit pas d'affirmer théoriquement ces principes essentiels. Encore faut-il les démontrer, les pratiquer concrètement, dans les faits: le syndicalisme ouvrier ne se nourrit ni d'idéologie, ni d'abstractions.

La situation actuelle est caractérisée par l'offensive anti-ouvrière, tendant à mettre en place une politique des revenus, comme un des moyens de baisser le plus possible les coûts de production. C'est-à-dire de faire payer aux travailleurs les conséquences de plus en plus sévères de l'exacerbation de la concurrence inhérente aux économies de marché.

Or, il est remarquable de constater que dans la plupart des appels pour la journée du 7 octobre, les responsables de l'union de la gauche n'abordent pratiquement pas ce problème, pourtant essentiel, pour des conditions de vie des travailleurs. Et quand ils l'abordent, c'est en termes pour le moins inquiétants.

...ou consensus à l'italienne

C'est ainsi que le communiqué commun, pourtant fort long, des trois partis de gauche, pour la journée du 7, consacre trois lignes pour dire: «*Le gouvernement veut imposer une police des salaires par voie autoritaire*».

Est-ce à dire que si elle était «négociée» au lieu d'être «imposée» elle serait acceptée par ces partis et leurs succursales syndicales?

Est-ce à dire que si l'on décidait, avec ce gouvernement ou un autre, ainsi que le propose la C.G.T., une négociation tri-partite au sommet (Confédérations ouvrières, C.N.P.F., Gouvernement) qui établirait un nouvel indice des prix, accepté par tous (1) on disciplinerait l'évolution des salaires?

Edmond Maire nous apporte la réponse. Dans une interview publiée par le «Nouvel Observateur» du 4 octobre 1976, il déclare:

«Quant au gaulliste qu'il y a chez M. Barre: - alors disons - car cela n'a pas encore été dit - que c'est la première fois en Europe occidentale, non certes que l'on décide une politique des revenus, mais qu'on la décide et qu'on l'impose sans aucune espèce de négociation préalable et sans aucune espèce de contrepartie! Ce n'est pas le prétendu modèle allemand ou britannique, c'est bien pis que cela! Et cette opération est menée en passant par-dessus les syndicats, qu'on a reçus pour la forme, en bon démocrate-chrétien!».

Nous y voilà! En avant pour le syndicalisme à l'italienne! En Italie on n'est pas passé par dessus les syndicats! Le Secrétaire général de la C.G.T. italienne déclare: «*Je suis d'accord avec M. Andreotti, la situation est très grave et les mesures d'austérité étaient inévitables*».

Et quelles mesures d'austérité!

- augmentation de la vignette autos, cigarettes, gas-oil, pâtes, transports, électricité;
- blocage des salaires de plus de 3.000 francs par mois pendant deux ans;
- suppression des ponts payés.

Et les syndicats italiens, C.G.T. (et P.C.I.) en tête, ont débrayé pendant... 2 heures (!) le 7 octobre (tiens donc !) non pas contre ces mesures, mais pour demander une sérieuse reconversion de l'économie nationale!...

Autrement dit, moyennant quelques modifications dans le choix d'investissements, quelques accords de plus (comme celui de F.I.A.T.) pour accorder un peu plus de participation au «contrôle ouvrier», à travers quelques nationalisations - étatisations, en avant pour l'intégration dans le cadre d'une gestion loyale du régime capitaliste!

Mettre en place en France une politique des revenus, par ce pouvoir ou un autre, ne sera pas facile, car il faut compter avec la résistance d'une partie importante de la classe ouvrière. Cela suppose aussi que les organisations syndicales acceptent de liquider leur indépendance, garantie par la liberté de négociations et d'action.

La réussite d'une politique des revenus est conditionnée à l'acceptation par les syndicats ouvriers de sacrifier leur rôle naturel de défense d'intérêts de classe, sur l'autel de l'intérêt général et national.

Ce qui veut dire, plus que jamais, que la lutte contre une politique des revenus passe obligatoirement par la défense sans concessions de l'indépendance du syndicalisme ouvrier.

Si nous prenons par exemple la C.G.T.F.O., il est clair que l'offensive pour le contrôle politique de cette organisation est lancée par les tenants de l'Union de la gauche.

Quant à la F.E.N., nous avons déjà exprimé notre opposition à l'inquiétante évolution de ses dirigeants qui semblent vouloir subordonner les objectifs de cette organisation à la stratégie de l'Union de la Gauche.

On ne saurait se dissimuler qu'une telle orientation conduit inéluctablement à la remise en cause de l'existence de la F.E.N. C'est ce qui explique que dans les milieux dirigeants de la F.E.N., certains commencent déjà à faire des distinguos subtils entre les bons et les mauvais C.F.D.T.

(1) «*L'indexation des salaires se référant à un indice juste, est une mesure urgente et indispensable*». Humanité 15-9-76.

Le rôle des anarcho-syndicalistes est simple: Comme conséquence logique de notre lutte permanente contre le capitalisme et l'état, nous bataillerons vigoureusement, à la C.G. T.F.O. et ailleurs, au côté de tous ceux, quel que soit par ailleurs le courant de pensée dont ils se réclament, qui sont d'accord sur l'essentiel: le syndicat ne doit pas être une courroie de transmission.

Dans cette bataille fondamentale, comme à d'autres moments importants pour le mouvement ouvrier, comme en 1906, comme en 1946-47, nous serons du bon côté de la barricade.

Nous ne ferons pas que cela: nous agirons, partout où nous le pourrons, pour que les travailleurs et leurs syndicats, engagent l'action pour l'augmentation générale des salaires, pour la diminution de la durée du travail. N'en déplaise à quelques gauchistes théoriciens de salon, qui n'y verront que plat réformisme, c'est à travers l'action pour ces revendications alimentaires, quantitatives, qu'on peut mettre en échec les mesures anti-ouvrières du plan gouvernemental.

J. SALAMERO.
